

Brochure n° 3027 | Convention collective nationale

IDCC : 706 | **PERSONNEL DE LA REPROGRAPHIE**

Convention collective nationale

IDCC : 1539 | **ENTREPRISES DU BUREAU ET DU NUMÉRIQUE  
(Commerces et services)**

### **Accord du 25 octobre 2023**

relatif aux modalités de la fusion entre les conventions collectives

NOR : ASET2351263M

IDCC : 706, 1539

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

**EBEN,**

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

**FNECS CFE-CGC ;**

**FS CFDT ;**

**CFTC SNPELAC,**

d'autre part,

### **Préambule**

Initié par la loi n° 2014-288 du 5 mars 2014, le mouvement de restructuration des branches professionnelles a été renforcé successivement par la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 ainsi que par l'ordonnance n° 2017-1385 du 22 septembre 2017. Afin d'aboutir à l'objectif de 200 branches professionnelles, le ministre du travail a été habilité à prononcer, par arrêté, la fusion entre plusieurs conventions collectives.

Ainsi, conformément à l'article L. 2261-32, I, du code du travail, le ministre du travail a prononcé, par arrêté du 9 avril 2019, publié au *Journal officiel* du 19 avril 2019, la fusion de la convention collective nationale des entreprises du bureau et du numérique – commerces et services – IDCC 1539 – (ci-après « Convention collective du bureau et du numérique ») ainsi que la convention collective nationale du personnel de la reprographie – IDCC 706 – (ci-après « Convention collective de la reprographie »).

Par l'effet de cet arrêté, la convention collective de la reprographie est rattachée à la convention collective du bureau et du numérique dont elle figure en annexe.

Les parties rappellent que les stipulations conventionnelles applicables avant la fusion, lorsqu'elles régissent des situations équivalentes sont remplacées par des stipulations communes dans un délai de 5 ans à compter de la date d'effet de la fusion.

Pendant ce délai, il est rappelé que la convention collective de la reprographie est annexée à la convention collective du bureau et du numérique.

Passé ce délai, et faute d'accord, il est rappelé que seules les stipulations de la convention collective du bureau et du numérique s'appliqueront, à l'exception des stipulations régissant des situations spécifiques à la convention collective de la reprographie, tel que précisé par la décision du Conseil constitutionnel n° 2019-816 QPC, venant poser une réserve d'interprétation à l'article L. 2261-33 du code du travail.

Conscientes des conséquences inhérentes à une telle fusion, et tout particulièrement des difficultés pratiques majeures auxquelles conduirait une fusion effective en cours de mois, tel qu'il en résulterait à défaut d'accord, les parties ont conclu le présent accord afin d'anticiper l'application des stipulations de la convention collective du bureau et du numérique aux employeurs et salariés relevant de la convention collective de la reprographie.

Les parties ont convenu ce qui suit :

## **Article 1<sup>er</sup> | *Objet***

Le présent accord a pour objet d'aménager certaines des modalités de la fusion administrative des branches de la convention collective du bureau et du numérique et de la convention collective de la reprographie. Il vise notamment à définir une date d'application effective des stipulations de la convention collective du bureau et du numérique aux salariés et employeurs qui relevaient initialement du champ d'application de la convention collective de la reprographie.

## **Article 2 | *Champ d'application de l'accord***

Le présent accord concerne l'ensemble des entreprises et des salariés relevant des conventions collectives répertoriées ci-après :

- IDCC 1539 : convention collective nationale des entreprises du bureau et du numérique – commerces et services ;
- IDCC 706 : convention collective nationale du personnel de la reprographie.

Il est rappelé que dans le cadre de la fusion administrée par le ministère du travail, la convention collective nationale des commerces de détail de papeterie, fournitures de bureau, bureautique et informatique (IDCC 1539) est la branche de rattachement et la convention collective nationale de la reprographie, la branche rattachée.

## **Article 3 | *Date d'application effective de la fusion***

Les partenaires sociaux conviennent que les stipulations de la convention collective du bureau et du numérique s'appliqueront dès le 1<sup>er</sup> avril 2024 aux salariés et employeurs relevant du champ d'application de la convention collective de la reprographie.

Ainsi, à compter du 1<sup>er</sup> avril 2024, la convention collective de la reprographie cessera de produire effet, à l'exception des dispositions spécifiques mentionnées à l'article 4 du présent accord.

## **Article 4 | *Maintien des stipulations spécifiques de la branche rattachée***

Les partenaires sociaux rappellent que les stipulations de la convention collective nationale du personnel de la reprographie, qui régissent des situations spécifiques à cette branche

seront maintenues, tel que précisé par l'interprétation de l'article L. 2261-33 du code du travail au regard de la décision du Conseil constitutionnel n° 2019-816 QPC.

#### **Article 5 | Dispositions spécifiques aux TPE et PME**

Les partenaires sociaux rappellent qu'ils prennent en considération la nécessité de prévoir des dispositions spécifiques pour les TPE et PME conformément à l'article L. 2232-10-1 du code du travail.

Le présent accord ne nécessite pas d'adaptation spécifique en fonction de la taille des entreprises concernées.

#### **Article 6 | Durée d'application de l'accord et entrée en vigueur**

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Le présent accord entrera en vigueur à la date du jour suivant son dépôt auprès des services du ministère du travail, sous réserve de la publication de son arrêté d'extension avant le 1<sup>er</sup> avril 2024.

#### **Article 7 | Adhésion et révision**

Toute organisation syndicale reconnue représentative non-signataire du présent accord pourra y adhérer suivant les règles de droit commun en vigueur.

Cette adhésion devra être notifiée aux signataires de l'accord et fera l'objet d'un dépôt auprès des services du ministère du travail par la partie la plus diligente dans les conditions fixées à l'article D. 2231-2 du code du travail.

La procédure de révision devra être engagée conformément aux dispositions légales en vigueur.

#### **Article 8 | Dépôt et extension**

Les parties signataires mandatent le secrétariat de la convention collective, assuré par l'APGEB (association paritaire pour la gestion de l'équipement du bureau) pour effectuer les démarches nécessaires à l'obtention de l'extension du présent accord et les formalités de publicité.

Le présent accord sera déposé auprès des services du ministère chargé du travail et des conventions collectives, ainsi qu'au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris conformément aux dispositions de l'article L. 2231-6 du code du travail.

*Fait à Paris, le 25 octobre 2023.*

(Suivent les signatures.)